La politique anticorruption et le Corrupt Practices Investigation Bureau

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le contexte colonial

La corruption fut rendue illégale dans les Établissements des Détroits (Straits Settlements) en 1871, avec l'adoption du code pénal (Penal Code) décrit au chapitre B.I. Peu de mesures concrètes suivirent. La première législation spécifiquement anticorruption fut la Prevention of Corruption Ordinance de décembre 1937, dont la portée était limitée. Sa révision de 1946 permit l'arrestation sans mandat pour les infractions de corruption et élargit les pouvoirs de la police. L'application relevait de l'Anti-Corruption Branch de la police, un dispositif qui obligeait la police à enquêter sur elle-même. Sa faiblesse éclata au grand jour en 1951. Une cargaison de 1 800 livres d'opium d'une valeur de 400 000 dollars fut détournée à Punggol Beach par une bande qui comptait des inspecteurs de police dans ses rangs. Peu des personnes impliquées furent poursuivies. Le scandale conduisit à la création, en septembre 1952, du Corrupt Practices Investigation Bureau (CPIB, bureau d'enquête sur les pratiques de corruption), indépendant de la police et placé à l'origine sous l'autorité de l'Attorney-General.[1] Le Bureau naquit ainsi en réponse à la corruption au sein de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'institution censée la combattre. Cette origine explique un principe qui le guide depuis : la corruption fait l'objet d'enquêtes menées par un organe extérieur à la hiérarchie visée.

Le Prevention of Corruption Act 1960

Le People's Action Party (PAP) arriva au pouvoir en 1959 avec un programme qui faisait d'un gouvernement intègre une promesse centrale.[2] Cette année-là, le Bureau fut transféré au ministère de l'Intérieur, qui lui attribua ses propres locaux en 1960. L'étape décisive fut législative. Le Prevention of Corruption Act, daté du 17 juin 1960, remplaça l'ordonnance coloniale par une loi destinée « à assurer une prévention plus efficace de la corruption ».[3] Après plusieurs rattachements successifs dans les années 1960, le Bureau revint en 1969 au Prime Minister's Office (services du Premier ministre), où il est resté depuis.[4]

La loi repose sur une définition large de la corruption. Elle couvre les avantages de toute nature, offerts ou acceptés à titre d'incitation ou de récompense, par toute personne, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les peines encourues par chef d'accusation sont une amende pouvant atteindre 100 000 dollars, un emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans ou les deux, portées à sept ans lorsque l'affaire concerne un marché public ou un organisme public. La loi présume qu'un avantage accordé à un employé de l'État ou d'un organisme public l'a été de manière corrompue, sauf preuve contraire. Sa portée s'étend aux actes de corruption commis à l'étranger par des citoyens singapouriens, tandis que l'identité des informateurs est protégée et les pots-de-vin confisqués.[5]

La disposition extraterritoriale mérite d'être soulignée dans un ouvrage consacré à une place financière. Un citoyen singapourien qui verse un pot-de-vin pour remporter un contrat dans un pays voisin commet une infraction qui peut être poursuivie dans son pays, comme si l'acte avait été commis à Singapour. La disposition a anticipé de plusieurs décennies les infractions de corruption d'agents publics étrangers que la Convention anticorruption de l'OCDE a ensuite imposées à ses parties. Ses limites sont tout aussi claires. Elle s'applique aux citoyens et n'atteint

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

pas, à elle seule, les ressortissants étrangers travaillant à l'étranger pour des sociétés singapouriennes, une lacune que les règles générales sur la responsabilité pénale des entreprises examinées au chapitre H.V ne comblent qu'en partie.

Organisation, pouvoirs et responsabilité

Le Bureau se présente aujourd'hui comme une agence gouvernementale rattachée au Prime Minister's Office et dotée d'une indépendance fonctionnelle. Son directeur rend compte au Premier ministre. Il est la seule agence habilitée à enquêter sur les infractions de corruption prévues par la loi, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Il peut aussi enquêter sur d'autres infractions qu'il découvre dans le cadre de ses travaux.[6]

Le rattachement du Bureau aux services du chef du gouvernement soulève une question évidente. Qui enquête sur le Premier ministre, ou sur un ministre que le Premier ministre souhaite protéger ? La Constitution y répond par son article 22G. Lorsque le Premier ministre refuse de consentir à une enquête, le directeur peut néanmoins la mener si le président de la République, agissant à sa discrétion, y souscrit.[7] La valeur de cette disposition tient avant tout à son existence, qui interpose une seconde fonction élue entre le Bureau et toute tentative d'arrêter une enquête.

D'autres garde-fous sont internes. Un Complaints Evaluation Committee (comité d'évaluation des plaintes) fut créé en 1989 pour examiner le traitement des plaintes. La même année, le Corruption (Confiscation of Benefits) Act donna à l'État le pouvoir de confisquer le produit de la corruption. Singapour signa la Convention des Nations unies contre la corruption le 11 novembre 2005.[8]

La volonté politique au sommet : de Wee Toon Boon à Iswaran

La crédibilité d'un dispositif anticorruption se mesure aux affaires visant les puissants. En 1975, Wee Toon Boon, Minister of State for the Environment, fut reconnu coupable de corruption. Il fut condamné à quatre ans et six mois

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'emprisonnement, peine réduite en appel à dix-huit mois.[9] En 1986, le Bureau enquêta sur Teh Cheang Wan, ministre du Développement national, pour des pots-de-vin qui lui auraient été versés par des promoteurs privés en 1981 et 1982. Il mit fin à ses jours le 14 décembre 1986, avant d'avoir pu être inculpé. Le Premier ministre Lee Kuan Yew lut sa lettre d'adieu au Parlement le 26 janvier 1987. Il en tira la conclusion qu'un ministre ne pouvait en aucun cas échapper aux enquêtes, ni à un procès si des preuves le justifiaient.[10]

L'épreuve la plus récente survint près de quatre décennies plus tard. En juillet 2023, le Bureau ouvrit une enquête sur S. Iswaran, ministre des Transports, au sujet de cadeaux reçus d'hommes d'affaires, parmi lesquels le promoteur du Grand Prix de Singapour. Inculpé en janvier 2024, il plaida coupable le 24 septembre 2024 de quatre chefs d'obtention d'objets de valeur par un agent public au titre de la section 165 du Penal Code et d'un chef d'entrave à la justice au titre de la section 204A. Deux chefs initialement retenus en vertu du Prevention of Corruption Act avaient été requalifiés en chefs relevant de la section 165. Le 3 octobre 2024, le juge Vincent Hoong le condamna à douze mois d'emprisonnement, soit près du double des six à sept mois requis par l'accusation, que le juge qualifia de manifestement insuffisants. Iswaran commença à purger sa peine le 7 octobre 2024. Il était le premier ministre inculpé et jugé depuis Wee Toon Boon.[11]

L'épisode comporte deux leçons pour la place financière. La première est que le système a atteint un ministre en exercice et ses relations avec l'un des hommes d'affaires les plus en vue du pays. La seconde concerne la forme de l'affaire. L'accusation a choisi d'agir sur le fondement de la section 165, qui réprime l'acceptation d'objets de valeur par un agent public de la part de personnes avec lesquelles il entretient des rapports officiels, sans qu'il soit nécessaire de prouver un pacte de corruption.[12] Ce choix illustre la manière dont le droit singapourien protège l'intégrité de la fonction même lorsque la corruption au sens strict ne peut être prouvée. Il explique aussi pourquoi il est conseillé aux entreprises étrangères de traiter avec une extrême prudence les cadeaux et invitations offerts à des agents publics.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La corruption dans le secteur privé et dans la finance

L'activité actuelle du Bureau est dominée par le secteur privé. En 2025, il a reçu 160 signalements liés à la corruption, soit dix pour cent de moins que les 177 de 2024, dont 68 ont été enregistrés comme nouvelles affaires à instruire. Sur les 90 personnes poursuivies, 84, soit 94 %, venaient du secteur privé. Le taux de condamnation, retraits compris, s'élevait à 91 %.[13] Cette répartition traduit le succès obtenu dans le secteur public plus qu'une faiblesse particulière des entreprises. Là où les agents publics ont cessé d'accepter des pots-de-vin, les affaires restantes concernent les achats au sein des entreprises, les rétrocommissions dans la construction et la logistique et la corruption d'employés par des fournisseurs.

Pour les établissements financiers, la loi compte à trois égards. Les employés de banque qui acceptent des avantages pour approuver des prêts, orienter des affaires ou fermer les yeux sur des irrégularités commettent des infractions au titre de la section 6, qui vise les mandataires du secteur privé. Les banques qui versent des avantages pour obtenir des mandats d'entités publiques étrangères exposent leur personnel de nationalité singapourienne à la disposition extraterritoriale. Surtout, ce sont les banques qui détiennent l'argent. Le produit de la corruption étrangère transite par des comptes ouverts dans les places financières. L'exposition de Singapour à ce risque est apparue au grand jour dans l'affaire 1MDB, qu'examine le chapitre E.VI. Le dispositif anticorruption et le dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent se rejoignent donc au guichet de la banque privée.

Notes

1. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : en 1871, « corruption was made illegal » ; « the first anti-corruption legislation was introduced with the enactment of the Prevention of Corruption Ordinance (POCO) » en décembre 1937 ; révision en 1946. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : en 1951, « a consignment of 1,800 pounds of opium worth $400,000 was hijacked at Punggol Beach », avec des inspecteurs de police parmi les voleurs ; « the inception of the Corrupt Practices

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Investigation Bureau in September 1952 », placé sous l'autorité de l'Attorney-General. ↩

2. Wikipedia, « Politics of Singapore » (consulté en novembre 2026) : Singapour est « governed by the People's Action Party (PAP) since 1959 ». ↩
3. Prevention of Corruption Act 1960, éd. rév. 2020, Singapore Statutes Online (sso.agc.gov.sg, consulté en novembre 2026), intitulé complet : « An Act to provide for the more effectual prevention of corruption. [17 June 1960] ». ↩
4. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : 1959, « the CPIB was transferred to the Ministry of Home Affairs » ; « CPIB was given its own office space in 1960 ». Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : rattaché au Prime Minister's Office en 1963, transféré aux Attorney-General's Chambers en 1965, revenu au Prime Minister's Office en 1969 et « has since remained under the PMO ». ↩
5. Wikipedia, « Corrupt Practices Investigation Bureau » (consulté en novembre 2026), résumant le Prevention of Corruption Act : portée extraterritoriale sur les actes de corruption commis à l'étranger par des citoyens singapouriens ; amende pouvant atteindre 100 000 S$ et/ou emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans par chef, sept ans pour les marchés publics ; présomption de corruption pour les avantages accordés à certains employés de l'État ou d'organismes publics ; confiscation des pots-de-vin ; protection des informateurs. La table des matières de la loi sur Singapore Statutes Online (consulté en novembre 2026) mentionne la section 6 « Punishment for corrupt transactions with agents », la section 7 « Increase of maximum penalty in certain cases », la section 8 « Presumption of corruption in certain cases » et la section 37 « Liability of citizens of Singapore for offences committed outside Singapore ». ↩
6. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Roles & Functions », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : le CPIB est « a government agency under the Prime Minister's Office, operating with functional independence » ; il est « the only agency authorised to investigate corruption offences under the

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Prevention of Corruption Act 1960 », dans les secteurs public et privé, et peut enquêter sur d'autres infractions prévues par toute loi écrite. ↩

7. Constitution of the Republic of Singapore, art. 22G, texte sur constituteproject.org (« Singapore 2016 », consulté en novembre 2026) : nonobstant le refus de consentement du Premier ministre, « the Director may make such inquiries or carry out investigations into such information, allegation or complaint » si « the President, acting in his discretion, concurs therewith ». Wikipedia, « Corrupt Practices Investigation Bureau » (consulté en novembre 2026) : le directeur « reports directly to the Prime Minister but may also additionally report to the President ». ↩

8. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : « A Complaints Evaluation Committee was set up in 1989 » ; le Corruption (Confiscation of Benefits) Act fut adopté la même année. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg (consulté en novembre 2026) : Singapour a signé la UN Convention Against Corruption (UNCAC) le 11 novembre 2005. ↩

9. Wikipedia, « Corruption in Singapore » (consulté en novembre 2026) : Wee Toon Boon « was found guilty of corruption and sentenced to four years and six months in prison », peine réduite ensuite à 18 mois en appel. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Our Heritage », cpib.gov.sg : la condamnation a montré que le Bureau exécutait la volonté politique « in an impartial manner ». ↩

10. Wikipedia, « Teh Cheang Wan » (consulté en novembre 2026) : pots-de-vin présumés versés en 1981 et 1982 par des sociétés privées ; décès le 14 décembre 1986 avant toute inculpation ; Lee Kuan Yew lut la lettre d'adieu au Parlement le 26 janvier 1987 ; Lee : « there is no way a Minister can avoid investigations, and a trial if there is evidence to support one » (l'article cite *The Straits Times*, 27 mars 2015). L'article est contradictoire quant au montant (« two bribes of $400,000 each » dans un passage, « bribes totaling $1 million » dans un autre), si bien que le texte n'indique aucun chiffre. Wikipedia, « Corruption in Singapore » (consulté en novembre 2026) : Teh est décédé le 14 décembre 1986 avant toute inculpation. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

11. Wikipedia, « Prosecution of S. Iswaran » (consulté en novembre 2026) : l'enquête a débuté le 11 juillet 2023 ; première inculpation le 18 janvier 2024 ; deux chefs fondés sur la section 6(a) du Prevention of Corruption Act requalifiés en chefs fondés sur la section 165 du Penal Code ; le 24 septembre 2024, il a plaidé coupable de quatre chefs au titre de la section 165 et d'un chef au titre de la section 204A(a). Wikipedia, « Prosecution of S. Iswaran » (consulté en novembre 2026) : le 3 octobre 2024, le juge Vincent Hoong l'a condamné à 12 mois d'emprisonnement, la réquisition de six à sept mois de l'accusation étant « manifestly inadequate » ; il a commencé à purger sa peine le 7 octobre 2024 et a été placé en détention à domicile le 7 février 2025. Wikipedia, « Prosecution of S. Iswaran » (consulté en novembre 2026) : premier ministre inculpé et jugé depuis Wee Toon Boon en 1975. Freedom House, *Freedom in the World 2025: Singapore* (consulté en novembre 2026) : « He was the first political official in decades to be tried for corruption in Singapore. » ↩
12. Penal Code 1871, section 165 (agent public obtenant sans contrepartie un objet de valeur d'une personne concernée par une procédure ou une affaire traitée par cet agent public). ↩
13. Corrupt Practices Investigation Bureau, « Effective Enforcement and Collective Action Key to Keeping Singapore Corruption Free », communiqué de presse, 28 avril 2026 : 160 signalements en 2025, « a 10% decrease from the 177 corruption-related reports received in 2024 » ; 68 affaires enregistrées ; 90 personnes poursuivies, dont 84 (94 %) issues du secteur privé ; taux de condamnation de 100 % hors retraits et de 91 % retraits compris. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.